

Le projet COSPAS/SARSAT permet déjà de sauver trois vies

Le Canada, les États-Unis, la France et l'Union soviétique ont franchi une étape importante dans la réalisation de leur projet COSPAS/SARSAT, a annoncé le ministre de la Défense nationale, M. Gilles Lamontagne.

Le but de ce projet est de permettre l'utilisation de satellites pour détecter et localiser avions et navires en détresse.

Trois Canadiens ont déjà bénéficié, le mois dernier, de ce système international de recherche et de sauvetage.

En effet, alors qu'il survolait l'Ouest du Canada, *COSPAS 1*, premier satellite du projet commun, lancé par l'Union soviétique le 30 juin dernier, intercepta le signal électronique du transmetteur d'urgence de l'avion écrasé et localisa le lieu de l'accident. L'équipe canadienne de recherche put ainsi se rendre rapidement jusqu'à l'avion et porter secours aux trois passagers.

En février devrait avoir lieu le lancement d'un satellite doté de matériel SARSAT, mis au point par les États-Unis, le Canada et la France. Le réseau à deux satellites prévu aux fins d'expérimentation sera ainsi complet.

A la suite d'une période de vérifications techniques qu'effectuent les quatre pays participants depuis le 1^{er} septembre, on évaluera, sur une période de 12 à 18 mois, l'efficacité du système pour la localisation d'avions qui se sont écrasés et de navires en détresse.

Participation du Canada

Le Canada participe au projet international COSPAS/SARSAT depuis 1979.

Le ministère de la Défense nationale est le principal représentant du gouvernement canadien et le coordonnateur du projet. Le ministère des Communications s'occupe de l'aspect technique de la conception du système et de sa mise au point. Le ministère d'État aux Sciences et à la Technologie, ainsi que celui des Pêches et Océans contribuent également à la réalisation du projet.

La part canadienne du budget de ce projet est de \$14,2 millions, les dépenses étant échelonnées sur cinq ans.

Le système SARSAT expérimental doit capter les signaux qu'émettent les modèles actuels de radiobalises de détresse (ELT) et de radiobalises de survie (EPIRB), qui servent respectivement à bord des avions et des navires. Le satellite retransmet ces signaux de détresse à une station au sol, appelée relais terrestre

(LUT), où l'on déterminera la provenance des signaux avec une marge d'erreur d'environ 30 kilomètres. La station transmet à son tour les données au Centre de contrôle des missions (CCM), qui donne l'alerte au Centre de coordination des opérations de sauvetage (CCOS) des Forces canadiennes le plus près, pour qu'entre en action un avion de recherche et de sauvetage militaire, ou un navire de la Garde côtière canadienne ou du ministère des Pêches et Océans.

Dans le cadre du programme expérimental, on se sert d'un relais terrestre installé au Centre de recherches pour la défense, à Shirley's Bay. Le Centre de contrôle des missions, par contre, a été aménagé dans les installations abritant le Centre de coordination des opérations de sauvetage de Trenton (Ontario).

Puisque le système SARSAT peut localiser immédiatement un secteur restreint d'où provient l'appel de détresse, on s'attend à une réduction du délai de détection des signaux, que captaient habituellement les avions commerciaux ou les navires passant dans les environs. On devrait pouvoir, également, réduire au minimum la période de recherches à la suite d'un appel de détresse, car on pourra envoyer avions ou navires directement sur les lieux de l'accident. Le système expérimental devrait, de plus, contribuer à sauver des vies et à moins exposer les forces de sauvetage, qui doivent souvent se déployer dans des conditions inclementes et dangereuses.

Toutefois, l'avion ou le navire en détresse doit être équipé d'un ELT ou d'un EPIRB pour que le satellite puisse capter le signal.

Répéteurs canadiens

Le premier satellite météorologique civil américain muni de matériel SARSAT, que l'on doit lancer en février 1983, sera équipé de répéteurs canadiens de signal de radiobalise et d'un processeur de signal français de conception spéciale. On doit à SPAR Aérospatiale Ltée, de Montréal, la conception et la fabrication des répéteurs canadiens.

Par ailleurs, Canadian Astronautics Ltd., d'Ottawa, a conçu et fabriqué les relais terrestres; le Canada en a acheté un et les États-Unis, quatre, tandis que la France commandait les éléments principaux d'un relais. Enfin, le Centre canadien de contrôle des missions est l'oeuvre de SED Systems Inc., de Saskatoon.

Le Canada et la Journée mondiale de l'alimentation

Le ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, a annoncé que les plans étaient en cours d'élaboration en vue de la deuxième Journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre prochain.

"Le Canada observe la Journée mondiale de l'alimentation chaque année pour souligner sa responsabilité envers la collectivité mondiale, de même que sa participation à l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO)", a expliqué M. Whelan.

Le ministère de l'Agriculture a créé un comité directeur national comprenant des représentants du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, du secteur agro-alimentaire et des organismes non gouvernementaux.

Le Ministère a également créé un Secrétariat chargé de compiler et de diffuser de l'information sur la situation alimentaire, en plus de venir en aide aux organisations locales et provinciales pour la planification et l'organisation de leurs activités.

"L'an dernier, la plupart des stations de recherche du Ministère ont ouvert leurs portes au public le 16 octobre afin que la population puisse se renseigner sur les activités du secteur de la production alimentaire au Canada, a ajouté M. Whelan.

"De plus, de nombreux citoyens et organismes avaient mis sur pied divers programmes de sensibilisation, allant du jeûne au colloque, regroupés sous le thème *A manger pour tous*. Cette année, je m'attends à une participation encore plus grande des Canadiens à la lutte contre le problème de la faim", a conclu le Ministre.

Bureau d'ambassade au Rwanda

Le Canada a ouvert, récemment, un bureau d'ambassade à Kigali, capitale du Rwanda.

Ce nouveau bureau, qui relève de l'ambassade du Canada à Kinshasa (Zaire), favorisera le développement des relations et de la coopération entre le Canada et le Rwanda. De plus, les Canadiens vivant ou voyageant au Rwanda pourront profiter de façon permanente des services qu'offre le Canada à ses citoyens à l'étranger.

L'adresse du bureau est la suivante: rue Akagera, B.P. 1177, Kigali, Rwanda. Téléphone: 32.10 ou 32.78.